

## Contents

<b>Capacités et complémentarités entre l'OTAN et les forces de la PESD pour la gestion de crise,</b> <i>François GÉRÉ</i>	1
<b>NATO Response Force and Battle Groups: Competition or Complementarity?</b> <i>Carlo MASALA</i>	5
<b>Next issues</b>	7
<b>NDC Academic Research Branch Activities</b>	8



### Research Paper

NATO Defense College  
Collège de Défense de l'OTAN  
Academic Research Branch  
Via Giorgio Pelosi, 1  
00143 Rome – Italie

Directeur de publication:  
*Jean Dufourcq*

Assistante de publication:  
*Laurence Ammour*

web site: [www.ndc.nato.int](http://www.ndc.nato.int)  
e-mail: [research@ndc.nato.int](mailto:research@ndc.nato.int)

Imprimerie CSC Grafica  
Via Arrivabene, 40  
00159 Rome – Italie

© NDC 2005 all rights reserved

## Editorial

**P**our 19 des 25 pays de l'Alliance atlantique qui développent la politique européenne de sécurité et de défense, la question du déclenchement d'une réaction militaire immédiate en cas de crise se pose désormais de façon nouvelle.

Sur le clavier stratégique qui est à leur disposition, ils peuvent utiliser leurs moyens d'action soit dans un cadre purement national, soit dans un cadre bi ou multilatéral ad hoc préparé à l'avance par des accords adaptés; ils peuvent aussi faire appel aux moyens de réaction rapide de l'OTAN (la toute nouvelle NRF) ou de la PESD (les non-moins nouveaux groupes tactiques), au sein desquels peuvent d'ailleurs se trouver rangé la plupart de leurs capacités nationales d'action d'urgence. Ils ont aussi désormais la possibilité de penser leur action dans le cadre d'une réelle politique de voisinage en application de la nouvelle stratégie de sécurité de l'Union européenne. C'est ainsi qu'ils l'ont voulu, eux qui ont décidé à Helsinki fin 1999 un objectif global de déploiement rapide de forces ainsi que "des éléments plus réduits de réaction rapide disposant d'un très haut degré de disponibilité" (annexe 1 à l'annexe 4 des conclusions du Conseil), puis à Prague fin 2002 de "créer une force de réaction de l'OTAN, (...), souple, déployable, interopérable et apte à soutenir des opérations prolongées" (para 4 a de la déclaration du sommet). Pour leurs collègues de l'Alliance et de l'Union européenne, le clavier diffère sans doute mais reste comparable.

C'est qu'en effet la question de la réaction rapide aux crises est désormais un impératif catégorique; nul n'ignore que plus l'intervention des forces est précoce plus elle peut être déterminante et à coût limité et que pour éviter les actions tardives, une intervention préventive est utile. Mais nul n'ignore aussi que dans le monde d'aujourd'hui, la réaction aux crises pour être militairement, financièrement et politiquement supportable doit faire l'objet d'un traitement collectif dans un cadre que légitime autant que possible le droit international. Rapidité, efficacité et légitimité doivent se combiner dans un cadre collectif incontestable.

Mais précocité de l'engagement et effort collectif sont-ils compatibles? Tout est alors question de disponibilité opérationnelle et de prise de décision collective, de "planification stratégique" comme on dit désormais. De même, partage des coûts et des risques et effet décisif pour stériliser la crise sont-ils compatibles? Tout est alors question de procédures (fonds de démarrage, affrètements) et de moyens qualifiés (QG certifiés et nation cadre). Ces points cruciaux ont fait l'objet d'études et de débats dans les deux organisations. Seule l'action dira si les choix faits jusqu'à maintenant ont été pertinents.

Pour évoquer ces questions, François Géré et Carlo Masala nous présentent leurs réflexions sur les évolutions en cours; le premier évoque les cadres différents, notamment en termes budgétaires, dans lesquels Européens et Américains pensent ces tâches; le second traite de la genèse des processus qui ont établi la NRF et les "battle groups" et imagine comment combiner leurs actions.

*Jean DUFOURCQ, Chef de la branche recherche*

NB: The views expressed in this publication are the responsibility of the authors and should not be attributed to the NATO Defense College or the North Atlantic Treaty Organisation.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne peuvent être attribuées au Collège de Défense de l'OTAN ou à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

# Capacités et complémentarités entre l'OTAN et les forces de la PESD<sup>1</sup> pour la gestion de crise

François GÉRÉ<sup>2</sup>

Pour introduire correctement ce problème, il faut rappeler inlassablement que l'on ne saurait mettre sur le même plan l'OTAN, organisation militaire procédant d'une alliance politique entre des Etats indépendants et souverains, et l'Union européenne, entité politique, économique, commerciale, monétaire qui unit des Etats dans leurs intérêts les plus fondamentaux, au point de fondre les souverainetés. Or la politique extérieure et la stratégie militaire des Etats membres de l'Union européenne n'ont pas encore atteint ce stade d'accomplissement et de là vient, précisément, le non-parallélisme entre les deux organismes et les difficultés d'ajustements entre leurs structures respectives.

## 1. Quelles crises?

Depuis la fin de la guerre froide et les attentats du 11 septembre 2001 la notion de crise est ... en crise. Les crises de la guerre froide fortement déterminées par le fait nucléaire et la bipolarité d'alors (Berlin, Cuba, Euromissiles) ont laissé la place à des situations nouvelles qu'il convient d'identifier.

Aujourd'hui deux catégories principales apparaissent:

- Il s'agit d'abord de conflits susceptibles de déboucher sur la guerre tels que l'ont montré ceux qui se développés dans les Balkans, l'Afrique, le Moyen-Orient;
- La crise c'est aussi la situation qui résulte, pour un pays déterminé, de l'agression dont il est soudainement l'objet de la part d'un

adversaire non-étatique, particulièrement aujourd'hui le terrorisme transnational.

- Certains sont tentés d'ajouter une troisième catégorie: les "crises humanitaires".

Cette notion très floue correspond effectivement à la première des missions de Petersberg adoptées par l'Union européenne. Mais là il convient d'être précis et de mettre en garde contre une utilisation abusive de cette terminologie. Un désastre naturel peut conduire à faire intervenir les forces armées en soutien de l'action humanitaire. Mais il n'y a d'autre ennemi qu'un débordement/dérèglement de la nature. Parler du Kosovo comme d'un désastre humanitaire, comme le fit -pour des raisons politiques- Lord Robertson, secrétaire général de l'OTAN, constitue un abus de signification, purement opportuniste.

Les attaques de New York (11 septembre 2001) et de Madrid (11 mars 2003), en raison de leur extrême violence, ont mis en crise les autorités gouvernementales. C'est la raison pour laquelle, très normalement, ces dernières ont voulu, immédiatement, traiter la crise au niveau national. Ce n'est que plus tard que ces gouvernements se sont tournés vers leurs alliés. Les Etats-Unis ont remercié l'OTAN, ont traité le problème, puis, en fonction de leur analyse et de la définition d'une stratégie, ont informé leurs alliés et fait part de leurs souhaits en matière de coopération militaire, policière, judiciaire, etc... Même chose pour Madrid. Touché sur son territoire à un niveau profond, chaque Etat réagit

<sup>1</sup> PESD: Politique européenne de sécurité et de défense.

<sup>2</sup> Président de l'Institut français d'analyse stratégique, Paris, France.

de manière nationale, et traite l'urgence du problème, comme elle se présente.

L'Union européenne est encore soumise à ce régime. Il lui faut penser à dépasser ce niveau de réaction strictement national.

A l'extérieur, la gestion des crises actuelles pose donc le problème de l'action préventive et des représailles en riposte à une agression.

En recourant à la notion très englobante de "guerre contre le terrorisme" l'administration américaine a amalgamé différentes catégories d'action. Il en est avec lesquelles les Européens sont immédiatement et totalement disposés à coopérer activement, d'autres avec lesquelles ils sont prêts à contribuer et, enfin dans le cas de l'Iraq, il existe une divergence profonde entre les Européens. De nombreux états européens refusent de considérer que la lutte contre le terrorisme passe par la guerre contre certains états, même s'ils reconnaissent la nuisance de certaines de leurs activités.

On se doit de respecter la différence entre les intentions et les capacités: l'Iraq restait un adversaire disposé à se doter d'ADM<sup>3</sup>, mais il n'était plus en mesure d'en produire. Il n'était donc pas nécessaire de l'envahir pour éliminer une menace purement intentionnelle.

Les fondements politiques d'une crise doivent être les lignes directrices pour la détermination des réponses qu'on apporte. Les moyens sont au service des fins et ne doivent être mesurés qu'à partir du critère politique.

## 2. Stratégie des moyens: technologie et financement

Depuis cinq ans on parle de "gap technologique" entre les Etats-Unis et leurs alliés européens (on ne parle pas trop du Japon, autre allié qui dans

ce domaine n'est certes pas en retard). Cet écart est loin d'être aussi important qu'on le dit. Le savoir-faire européen reste d'un niveau élevé. C'est surtout en matière de montant des budgets de défense qu'il existe une importante différence entre états européens et Etats-Unis, un "gap budgétaire". Pour autant ni la DCI<sup>4</sup> ni la Lol<sup>5</sup> n'ont tenu toutes leurs promesses loin de là. Depuis février 2002 le plan d'action capacitaire européen<sup>6</sup> a créé une nouvelle dynamique, même s'il fonctionne sur la base du volontariat.

Le rôle des industries de défense a été également remarquable durant ces cinq dernières années. Les associations et les fusions dont le processus n'est pas terminé conduisent à mettre sur pied une véritable puissance, comparable à celle de firmes américaines. Pour autant, les stratégies d'entreprise ne peuvent se substituer à la volonté politique des Etats. Et le critère de la volonté politique, c'est l'argent.

Tous les experts s'accordent à dire que la question est moins d'augmenter l'argent que d'obtenir de meilleurs retours sur investissement. Mais ce conseil de bon sens n'est malheureusement pas suivi d'effets significatifs: les bureaucraties restent gourmandes, les rivalités entre armées persistent, les ministères des finances pressurent les budgets de la défense, les flux financiers sont trop lents, etc... La cause suprême de cette insuffisance européenne tient au fait que la défense reste l'apanage de chaque Etat et que, pour le moment, l'autorité européenne s'arrête à la porte des souverainetés nationales.

## 3. Les chemins de l'avenir et les obstacles à surmonter

Aujourd'hui, la coopération progresse de manière très pragmatique au travers des manœuvres (comme les cycles EOLO enclenchés depuis 1996) et des expériences communes sur le terrain. Il y a

<sup>3</sup> ADM/WMD: Armes de Destruction Massive/Weapons of Mass Destruction.

<sup>4</sup> ICD/DCI: Initiative de Capacités de Défense/Defense Cooperation Initiative.

<sup>5</sup> Lol: Letter of Intent.

<sup>6</sup> PAEC/ECAP: Plan d'action européen sur les capacités/European Capabilities Action Plan.

<sup>7</sup> GFIM/CJTF: Groupement de Forces interarmées multinationales/Combined Joint Task Force.

dix ans la notion de GFIM<sup>7</sup> (CJTF) était un sigle sous lequel il n'y avait rien encore. L'interopérabilité n'est plus une simple étiquette, les standards deviennent communs et les unités nationales des pays européens travaillent ensemble en recourant à une même certification OTAN.

Par ailleurs, les Européens doivent poursuivre la recherche d'une autonomie stratégique<sup>8</sup> qui implique une forme de redondance utile, mutuellement bénéfique, acceptable ("la duplication utile"). Elle a pour conséquence un abandon de supériorité de la part des Etats-Unis au sein de l'Alliance. Mais, une fois de plus, nous ne sommes plus en guerre froide. Il n'y a rien de vital pour Washington.

Si l'on admet ces principes, qu'en résulte-t-il en termes de moyens financiers? Le budget de la défense des Etats européens est soumis à la stricte règle du déficit en dessous de 3%. Faut-il créer une "exception défense"? Ou au contraire créer une "obligation défense"? Peut-on envisager un pouvoir de décision proportionnel à l'investissement? Le problème est que celui-ci varie en fonction des époques et des gouvernements. Une chose paraît certaine: pour être crédible en matière de gestion de crise l'Union européenne doit pouvoir disposer à *un niveau de stricte suffisance* des moyens de commandement et de renseignement sans lesquels elle ne saurait utiliser ses forces armées. C'est pourquoi un état-major de planification au niveau opérationnel représente un atout indispensable.

Entre les Etats-Unis et l'Union européenne les objectifs sont finalement très voisins car la perception des menaces est sensiblement identique. C'est la mise en œuvre stratégique qui

diffère et la conception de la relation entre le Droit et la Force. C'est une certaine idée de la légitimité qui aujourd'hui crée la divergence. Ceci posé, la coopération est reconnue, la complémentarité est nécessaire et les moyens militaires se doivent d'être compatibles.

Se pose alors la question des zones d'action tant pour l'UE que pour l'OTAN. En dépit de la mondialisation et du terrorisme transnational, la proximité géographique demeure un facteur fondamental. Les frontières de la Pologne ne se trouvent pas en Irak. Cette donnée reste déterminante pour définir les forces dont un Etat entend disposer. A la notion formelle, liée à la guerre froide, d'aire de responsabilité vient se substituer celle d'aire d'efficacité, elle-même caractérisée par trois capacités stratégiques: le temps de réaction, la capacité de projection, la capacité à durer. C'est à ces trois critères que se mesure l'autonomie opérationnelle.

Finalement, complémentarité et coopération sont déterminées par l'intentionnalité politique qui guide l'usage de la force armée. Quel est *l'effet final recherché*? Ecraser l'ennemi? Annihiler son potentiel, voire son existence politique? Là encore la diversité des théâtres -Europe, Afrique, Moyen-Orient- impose la notion de diversité, de flexibilité, d'adaptation. Le temps de Clausewitz est révolu, y compris pour les Etats-Unis qui font aujourd'hui l'expérience fastidieuse mais nécessaire de la "reconstruction".

La mission politique des démocraties est de construire. L'organisation des forces militaires et leurs doctrines se doivent de refléter cette transformation du recours à la guerre. C'est dans cette optique qu'il faut penser la coopération et la complémentarité.

<sup>8</sup> "Le Conseil européen souligne sa détermination de développer une capacité autonome de décider et, là où l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée, de lancer et de conduire des opérations militaires sous la direction de l'UE, en réponse à des crises internationales", Conseil européen d'Helsinki, 10-11 décembre 1999, para 27.

# NATO Response Force and Battle Groups: Competition or Complementarity?

Carlo MASALA<sup>1</sup>

## 1. Introduction

Henry Adams wrote in his memoirs that the only orthodoxy in politics is the paradox.<sup>2</sup> Looking at the current debate regarding the NATO Response Force and the Battle Groups, Adams' theory is once again clearly illustrated. Soon after the Defense Ministers of the European Union decided to set up the so-called "Battle Groups" to improve the military actorness of the EU<sup>3</sup>, concerns were raised that these initiatives might undermine NATO's NRF.<sup>4</sup>

Paradoxically, those who raised concerns and warnings have over the years called for the EU to develop more robust military capabilities. Besides this paradox, there is the pressing question on how both the NRF and the Battle Groups are related to each other. NATO and the EU should not, as they did in the past, develop both initiatives completely separated from one another dealing at a later stage with the question of compatibility.

This brief analysis tries to give some recommendations of what has immediately to be done in order to ensure that both initiatives develop in the spirit of complementary and mutual support. Before this article turns to practical recommendations, a brief section on the status of both initiatives is useful in order to clarify the nature of both forces.

## 2. Where are we today?

The creation of NATO's Response Force was born in the immediate aftermath of the 9/11 attacks. "The role of the NRF is to provide an integrated and fully interoperable sea, land and air capability, under one command, wherever the North Atlantic Council requires, to prevent conflict or threat from escalating into a wider dispute<sup>5</sup>"

The basic concept shows that the main purpose of the NRF is to enable the Alliance and its members to use a robust, high readiness, fully trained and certified force that is prepared to tackle the full spectrum of military missions. A second motive that lies behind the creation of the NRF and which is often overlooked by commentators is its function as a catalyst for the transformation of European forces. By committing themselves and their troops to the NRF, European governments have implicitly committed themselves to the transformation of their forces from garrison forces into modern combat forces in order to meet the requirements set by the above-cited NRF goals.

In addition, the NRF is a tool to solve the free-riding problem within the Alliance.<sup>6</sup> Since the decision regarding the creation of a response force has been taken at NATO's transformation summit in Prague 2002, NATO's cutting-edge

<sup>1</sup> Research Advisor at Academic Research Branch, NATO Defense College, Rome.

<sup>2</sup> Henry Adams, *The Education of Henry Adams* (1907), New York 1999, p. 15.

<sup>3</sup> For the concept of actorness see: Christopher Hill, "The capability-expectations gap, or conceptualising Europe's international role", *Journal of Common Market Studies*, 31 (1999) 3, pp. 305-328.

<sup>4</sup> See Seminar Report by Pál Dunay on Turkey and ESDP at: [http://www.sipri.org/contents/director/TURKEY\\_ESDPSUMMARY.html](http://www.sipri.org/contents/director/TURKEY_ESDPSUMMARY.html)

<sup>5</sup> SHAPE Issues, *The NATO Response Force – NRF* (7.01.2005) at: [http://www.nato.int/shape/issues/shape\\_nrf/nrf\\_intro.htm](http://www.nato.int/shape/issues/shape_nrf/nrf_intro.htm)

<sup>6</sup> Gerald Marwell and Ruth Ames, "Economists Free Ride, Does Anyone Else?", *Journal of Public Economics* 15 (1981) 2: pp. 282-304.

Response Force (NRF) has reached a stage of initial operational capability and is now ready to take on the full range of missions where and when the Alliance decides to use it.<sup>7</sup>

The Battle Groups idea emerged during a Franco-British summit at Le Touquet (4. Feb. 2003) and was primarily aimed at creating special European units able to intervene under a UN-Mandate in failed states, especially in Africa. In the initial concept, only national units were considered.<sup>8</sup> During the informal ministerial meeting of EU Defense Ministers (April 2004) the concept was welcomed and approved by the European Council on 16 June 2004. What initially was planned as a contribution to UN missions (especially in Africa) developed a completely different meaning during the consultations for a European Constitutional Treaty. Battle Groups were understood to serve the purpose of a) defining capability-based criteria for an entry into “structured cooperation” within ESDP and by doing so to b) moving forward with ESDP.

The biggest difference between NRF and the Battle Groups is that the first is primarily a military tool, while the latter is presently a political tool serving inner EU purposes. A second difference is that the NRF was set up to operate at the higher end spectrum of military operations while the Battle Groups was designed to strengthen European crisis management capabilities “and to stabilize the situation until sufficient military forces – UN peacekeeping troops or armed forces from other organizations – were on hand to settle it.”<sup>9</sup> A third difference is the current geographical area of action of both rapid reaction forces. While the NRF has a global

reach, the geographical focus of the Battle Groups has a regional one; to be used in the European neighborhood. Putting aside these differences between the NRF and the Battle Groups, the question has to be addressed on how to ensure that these two rapid reaction forces are complementary and not working in competition.

### 3. ‘Together we stand, divided we fall’

The most effective way to make the Battle Groups concept complementary to the NRF, is to set the same military standards and procedures for both force packages. Although both forces are different (NRF air/land/sea; BG land), varying standards would diminish their effectiveness, since it cannot be ruled out that both might work together in future scenarios (e.g. where Battle Groups could take the lead in a mission until the NRF is in a position to take over, or if the Battle Groups followed NRF direction on a particular mission). A harmonization of standards as well as practical operational methods and procedures with the NRF are necessary in order to ensure that countries, who are both NATO and EU members, have a single set of forces. Resources and personnel should not be in simultaneous readiness for two different groups. A peacekeeping or humanitarian operation may require many of the same airlift assets as a more high intensity operation. Assets and troops deployed for an operation under the EU flag will not be available for a NATO operation and vice versa.<sup>10</sup>

To ensure a coordinated development between NRF and Battle Groups it seems necessary that NATO’s MC and the EUMS meet on a regular

<sup>7</sup> Press conference on the NATO Response Force (NRF) by NATO Secretary General, Jaap de Hoop Scheffer and General James L. Jones, Supreme Allied Commander Europe (SACEUR), 13. Oct. 2004, <http://www.nato.int/docu/speech/2004/s041013b.htm>.

<sup>8</sup> The idea of multinational units has been brought up latter on by German Minister of Defense Peter Struck, see: Karl-Heinz Kamp, *Europäische Battle Groups – ein neuer Schub fuer die ESVP* (Analysen und Argumente, Konrad-Adenauer Stiftung), 15 December 2004, p. 2.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>10</sup> John Smith (UK), *The Development of Response Forces in NATO and the EU and the evolving NATO-EU Relationship*, at: <http://www.nato-pa.int/default.asp?TAB=488>.

basis to set common standards and to discuss issues of common interest.<sup>11</sup> This of course does not mean that they will take joint decisions, but information and consultation on a mutual basis appears necessary.

NATO and the EU may want consider these suggestions as short term necessities. They have to be complemented by common strategic planning, undertaken by the military bodies of both institutions, which includes threat and risk assesment, force packaging and operational

scenarios. A case study on how NRF and Battle groups operate together might serve as a useful first step.

Despite the conceptual differences between the NRF and the Battle Groups it seems adequate that both organizations start right know working on complementary. Regualr meetings between NATO's MC and the EUMS would serve the purpose to avoid any misunderstandings about the nature of both forces and to make them – if necessary – work together.

## Next Issues

### **RESEARCH PAPERS**

- *NDC Senior Course 105 Best Research*
- *Strategic Options for Kosovo*
- *Scenarios for NATO Engagement in the Middle East Peace Process*
- *NATO, the Mediterranean Dialogue and the ICI*

### **OCCASIONAL PAPERS**

- *Le Maghreb stratégique en question*

### **FELLOWS RESEARCH**

*Gheorghe CIASCAI (Romania), Quelle approche pour l'OTAN dans les Balkans à la lumière des tendances sécuritaires régionales?*

<sup>11</sup> A similar suggestion has been made by Leo Michel in "NATO and the EU: Stop the Minuet; it's Time to Tango", *EuroFuture*, Winter 2004, p.3.

## NDC ACADEMIC RESEARCH BRANCH ACTIVITIES

### Outreach

#### Peter FABER

*NATO Transformation*, presented to US State Department-sponsored delegation of Norwegian foreign policy experts, NATO Defense College, 27 April 2005, Rome.

Three lectures on *Recent Developments in the Revolutions in Military Affairs*, *The Status of NATO Transformation*, and *Current Issues in Transatlantic Relations*, presented at the Croatian (Ban Josip Jelačić) War College, 21-22 April 2005, Zagreb, Croatia.

*The Western Balkans and the War on Terrorism*, presented at the 10<sup>th</sup> International Conference of the Albanian Atlantic Association on *The Challenges to the Western Balkans on Its Way to Euro-Atlantic Integration*, 16 April 2005, Tirana, Albania.

*How to Conduct an Effective Defense Review*, presented at the Centre for European Security Studies NOSTRUM Workshop on *Tools For Reform And Decision-Making In Defence And Security*, 1 April 2005, Chisinau, Moldova.

#### Carlo MASALA

*NATO and EU: The Way ahead*, NATO Studies Center, 27 April 2005, Bucharest, Romania.

*Where is NATO Today?* Parliamentary Hearing for Christian Social Democrat MPs and MEPs, 11 April 2005, Munich, Germany.

*NATO's Mediterranean Dialogue*, NDC Conference of the Commandants, 7 April 2005, Rome.

#### Lionel PONSARD

Panel Chairman at the EU-Russia Forum in Krynica, Poland, on 14 April 2005. Topic: "*Muslim minorities in Russia and the EU States: Problems of Integration and Threats to State*".

*NATO-Russia Relations*, Lecture at the NATO School for the NATO Staff Officers' Course, 21 April 2005, Oberammergau, Germany.

*La politique étrangère de la Russie*, Lecture at the University of Louvain, Belgium, 22 April 2005.

#### David YOST

*Should the Alliance Plan for Pre-Emption?*, a presentation at the conference on "NATO: What Place for the Enlarged Alliance in Dealing with New Threats?" Wilton Park, Steyning, West Sussex, England, 18 January 2005.

*European Aspects of NATO Nuclear Deterrence*, a presentation at the 2005 NATO Nuclear Policy Symposium on "The Future of Deterrence in the New Strategic Environment," Prague, Czech Republic, 10 March 2005.

### Lecture at the General Flag Officers and Ambassadors Course - GFOAC

Peter FABER and Carlo MASALA, *NATO's Future*, Rome, 6 May 2005.

### External Publications

Peter FABER and Carlo MASALA, "Lektionen aus dem Irak-Krieg," in *Internationale Politik*, Nr. 3/60 (March 2005), pp. 88-95.

David YOST, "Introduction: Martin Wight and Philosophers of War and Peace," in Martin Wight, *Four Seminal Thinkers in International Theory: Machiavelli, Grotius, Kant and Mazzini*, edited by Gabriele Wight and Brian Porter (London: Oxford University Press, 2005), pp. xvii-lxiv.

David YOST, "New Approaches to Deterrence in Britain, France, and the United States," *International Affairs*, vol. 81 (January 2005), pp. 83-114.

David YOST, "Dissuasion and Allies," *Strategic Insights*, vol. 4 (February 2005), an electronic journal published by the Center for Contemporary Conflict, Naval Postgraduate School, Monterey, California, available at <http://www.ccc.nps.navy.mil/si/2005/feb/yostfeb05.pdf>

### Internal Debates

Peter FABER and Lionel PONSARD: "The Current State of Affairs in Ukraine", NDC, 19 April 2005.

Cees COOPS (NDC Deputy Chief): "Evolving Security Policies in the Wider Black Sea Area", and Leila ALIEVA (NDC Visiting Fellow): "Necessity of Western Involvement in Conflict Resolution: Challenges and the Way Forward", NDC, 18 May 2005.

### Visiting Fellows

Dr. Leila ALIEVA, (Azerbaijan), Director, Centre for National and International Studies, Baku.  
Research Topic: "*The Nature of Post-Soviet Integration of the Caucasus and its Implications for Security*".

Ms Heba NEGM (Egypt), Diplomatic Attaché, Minister of Foreign Affairs, Cairo.  
Research Topic: "*NATO's Uncertain Pursuit of the Middle East Peace Process*".

Col. Ahmad Majed Al AITAN (Jordan), Faculty Member, National Defense College, Amman.  
Research Topic: "*Revisiting US Greater Middle East Initiative from a Regional Perspective*".